

## SE MOBILISER CONTRE L'AUSTÉRITÉ

*L'ensemble des champs de la FERC est visé par les attaques austéritaires et libérales*

**L**E GOUVERNEMENT a fini par tomber, et son budget austéritaire avec lui. Néanmoins, nous nous sommes mobilisé-es massivement le 5 décembre et nous préparons le 12 décembre au moment de la rédaction de ce numéro du Lien.

Le vote de la motion de censure a pu perturber une partie des organisations syndicales, mais, si nous avons évité ce budget dangereux dans l'immédiat, il reste indispensable de changer réellement la donne en mobilisant massivement nos collègues. En effet, nous pouvons craindre que le prochain budget voté par l'Assemblée Nationale ne changera pas les choses, et n'oublions pas que le RN porte le même projet de casse sociale que le bloc de gouvernement existant sous M. Barnier.

De plus, la situation que nous connaissons dans nos métiers est déjà dégradée et cela depuis plusieurs années. **C'est pourquoi il est important de faire le point sur ce qui était prévu par ce budget de casse pour nos champs.** Nous avons besoin de mesurer l'étendue de l'attaque que constituent ces réductions importantes des dépenses publiques ; en réalité, c'est **le début d'une inquiétante dynamique austéritaire que nous devons stopper avec un mouvement majoritaire dans nos professions et dans l'ensemble de la population.**

LES ATTAQUES LES PLUS VISIBLES ÉTAIENT CONTENUES DANS LES BUDGETS DES MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ESR (ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE) ET DE JEUNESSE ET SPORTS.



Pour l'Éducation, c'est bien la **suppression de 4000 postes** même si le gouvernement a tenté de masquer ce chiffre en annonçant la création de 2000 postes d'AESH. **Les postes d'AESH ne sont pas totalement couverts actuellement**, le ministère sait pertinemment que ces 2000 postes ne seront pas utilisés, l'investissement sera bien moindre.

Les suppressions devaient se concentrer dans le premier degré et impacter des écoles rurales, là où le RN a fait ses plus gros scores... **Concernant le budget, nous ne pouvons que constater sa trop faible augmentation qui n'aurait pas permis de répondre à la crise que traverse l'École, en particulier concernant la pénurie de personnels.**

Le budget de l'ESR se voyait amputé de 300 millions d'euros, après un coup de rabet de près d'un milliard l'an dernier !

Là aussi, l'annonce sur l'emploi est une esbroufe (282 postes en plus) car les universités n'atteignent jamais leur plafond d'emploi, faute de budget suffisant ! **Ce budget d'austérité pour la recherche publique prévoyait la sanctuarisation du Crédit Impôt Recherche pour le privé, alors que son bilan est désastreux.**

Le ministère des Sports et de la Jeunesse devait perdre 40 postes et connaître une baisse drastique de son budget (230 millions) : adieu l'ambition du sport pour tou-tes post JOP 2024.

**Mais au-delà de ces budgets bien identifiés, d'autres secteurs étaient, et sont toujours, dans le viseur, comme la formation professionnelle.**

Alors que des plans de licenciements s'accumulent, avec le chômage comme seule solution pour beaucoup, nous constatons une réduction sans

précédent des moyens alloués au fonctionnement des organismes de formation professionnelle pour les chômeur-ses et les reconversions professionnelles.

La suppression de 883 postes pour le ministère du Travail et la baisse de 2,35 milliards de son budget était prévu dans le budget de M. Barnier, l'AFPA se retrouvait alors en grand danger avec une suppression de 263 postes.

**Au-delà de ce budget, l'AFPA perd des postes depuis plusieurs années, alors qu'il faudrait consolider cet outil avec un budget pérenne.**

Le gouvernement fragilise cet outil public qui a fait ses preuves et dont le maillage territorial permet une couverture nationale efficace.

**Dans le même temps, les secteurs de la formation et de l'enseignement**

**privé indépendant sont également impactés** : CFA associatifs ou des chambres de métiers et d'artisanat, formation pour adulte, spécialement celle en direction des demandeurs d'emploi et des publics en insertion.

On ne compte plus les plans sociaux dans les grands groupes de l'enseignement privé indépendant.

La formation continue doit être sortie de la marchandisation et des appels d'offre.



**La FERC-CGT revendique la création d'un grand service public de formation professionnelle continue, d'insertion, d'orientation et de certification qui s'appuie, en particulier, sur l'AFPA, le CNAM et les GRETA.**

**Les secteurs de l'éducation populaire et de la culture sont aussi fortement impactés, par la baisse des dotations aux collectivités territoriales, mais aussi par des arbitrages propres aux départements ou aux régions.**

Le projet de loi de finances prévoyait de **baisser de 25% le budget de l'économie sociale et solidaires menaçant ainsi 186 000 emplois** et la survie même du secteur déjà gravement impacté par le sous-financement et la précarité galopante. Si ce budget est tombé, il faut saisir la dynamique lourde de suppressions de subventions par de nombreuses collectivités, **il y a nécessité de stopper la casse des associations par les suppressions de subventions de la part des collectivités locales et de l'État.** Périscolaire, clubs sportifs, assos de loisirs, de défense de l'environnement : ce tissu est essentiel pour notre société !

Ne nous y trompons pas, c'est bien le libéralisme qui s'est illustré dans ce budget d'austérité qui impactait tous les pans de notre vie, il est tombé avec M. Barnier mais **nous devons continuer à nous opposer à cette politique et porter des luttes d'espoir face à ces attaques.**



**La CGT propose à toutes les organisations syndicales de se montrer en capacité de construire des dynamiques de mobilisations unitaires massives pour peser autant que possible sur les choix budgétaires à venir et gagner une répartition des richesses qui permettent de relever les défis sociaux et environnementaux actuels !**

